

Économiser l'énergie pour les ménages Mieux consommer, moins consommer, se priver ?

par Marie-Christine Zélem

Si dans les sondages, les français manifestent un intérêt croissant pour les problèmes d'environnement, s'ils sont tout aussi nombreux à se dire sensibles aux enjeux de la lutte contre le changement climatique, ils le sont beaucoup moins à passer du discours aux actes concrets. « 88 % des Français pensent que l'on vit dans une société qui nous pousse à acheter sans cesse et 83 % des Français souhaiteraient vivre dans une société où la consommation prend moins de place. [...] selon eux, il faudrait réduire plus globalement la consommation et supprimer le superflu pour consommer de manière responsable » (ADEME, 2021). Critiquer la société de consommation, montrer du doigt le système économique, cela ne suffit pas à enclencher le changement de comportements de consommation, voire de surconsommation. Les

modes de vie sont en réalité tellement encastrés dans le système consumériste qu'il est en effet bien compliqué de les modifier dans une logique de moindre consommation. Le confort fonctionne comme un acquis non négociable. On peut alors imaginer combien préserver l'énergie ou l'économiser constitue un sujet peu attractif.

Cette note décrit la complexité d'économiser l'énergie pour une société inscrite dans un modèle économique qui bride les marges de manœuvre en la matière, en particulier celles des ménages. Elle est écrite en contexte de transition énergétique relevant de la lutte contre le changement climatique, doublé d'un contexte de crise énergétique consécutive au conflit russo-ukrainien. Ces deux contextes se nourrissent l'un l'autre.

Économiser l'énergie en temps de crise

Moins consommer d'énergie sans renoncer au confort

La crise climatique concerne directement les activités humaines (GIEC, 2021). Dans la perspective de dessiner l'avenir énergétique des sociétés contemporaines, elle impose de trouver comment remplacer les dépendances du système productiviste aux énergies fossiles. Elle interroge la logique technicienne (Ellul, 1977) du modèle économique dominant. Depuis le DNTE (Débat National sur la Transition Énergétique) les différents scénarios en concurrence admettent le rôle central des modes de vie dans la

réduction des consommations d'énergie. Toutefois, dans le scénario dominant adopté par la majorité des Etats, l'enjeu est d'atteindre une ou des formes de résilience sans changement profond du diptyque « produire-consommer » caractéristique des sociétés occidentales. « *Business as (quasiment) usual.* » Il n'est pas envisagé de réviser la société de consommation, encore moins de renoncer au confort. L'urgence est finalement traitée comme un horizon plutôt lointain, celui de la R & D en matière de solutions technologiques alternatives. Dans un climat de confiance vis-à-vis des sciences de l'ingénieur, les ménages, les entreprises, les commerces, les collectivités ne sont pas enjoins à modifier leurs modes de consommation. Ils sont seulement invités à le faire, juste pour un temps donné, celui qui amorce la décarbonation de la société. Pour cela, les pouvoirs publics multiplient les dispositifs qui jouent sur les usages, sans les affecter vraiment. (*Par exemple, ils proposent des aides à la rénovation énergétique des logements ; ils subventionnent le remplacement*

Marie-Christine Zélem

Professeur de sociologie
Université de Toulouse Jean Jaurès, CERTOP-CNRS

des systèmes de chauffage ; ils misent également sur la diffusion large d'équipements moins énergivores, etc.). Il s'agit de gouverner par les instruments de politique publique (Lascoumes, Legales, 2004).

Déconsommer pour moins dépendre

De son côté, la crise énergétique liée au conflit russo-ukrainien se joue davantage dans l'urgence habituelle des crises géopolitiques. Un pays, la Russie, instrumentalise l'approvisionnement en gaz comme une arme de dissuasion vis-à-vis des États qui refuseraient de coopérer dans son projet d'annexion de l'Ukraine. Compte-tenu de leurs stocks, les États européens dépendants du gaz Russe ont une capacité réduite d'encaisser ce choc pour sécuriser leur approvisionnement. Face à la hausse régulière des coûts de l'énergie et dans l'incertitude relative des modalités de sortie de ce conflit, la question du maintien de l'approvisionnement en gaz devient alors centrale. Dans l'attente de trouver de nouvelles sources d'énergie et/ou d'autres modes de production qui permettraient de consommer « comme avant », les consommateurs sont alors contraints de mettre en œuvre des pratiques d'auto-restriction. Dans ce contexte-là, les économies d'énergie concernent alors directement les niveaux de vie sur un mode pragmatique. L'augmentation du coût de l'énergie est telle qu'elle les impacte immédiatement et de façon brutale. À revenu constant et face à l'inflation des prix, il est alors nécessaire d'agir rapidement sur le confort de vie (réduire la température de chauffage, moins se déplacer, modifier les modes alimentaires, etc.). Sauf que cette déconsommation est envisagée comme devant être ponctuelle. Elle ne s'inscrit pas dans la durée puisque, dans l'optique dominante, des solutions géopolitiques ou techniques et des énergies de substitution seront trouvées.

Les comportements des ménages, de simples variables d'ajustement

Dans ces deux configurations de crise, qui renvoient

Économiser l'énergie, sobriété ? De quoi parle-t-on au juste ?

De manière générale, la conception des économies d'énergie se place d'emblée du côté des consommateurs et de leurs manières d'utiliser les appareils dont ils s'entourent dans leur vie domestique et les équipements qu'ils utilisent dans leur quotidien. C'est une vision portée par le politique, largement relayée par les médias, qui place les ménages au centre de la problématique, alors qu'ils sont tout simplement captifs de ce qui est mis à leur

à deux conceptions des processus transitionnels (Jarrige, 2014), est entretenue l'idée que l'essentiel de la résolution du problème viendra de nouvelles ressources énergétiques ou de nouvelles technologies. En parallèle, on mise sur l'innovation technologique, l'inventivité humaine et les bonnes volontés. De façon générale, il s'agit de réfléchir aux modalités de la gouvernance de la fin de l'abondance des énergies fossiles (Semal, Villalba, 2018) pour s'engager vers moins de dépendance énergétique (Poirot Delpéch & Gras, 1993). Dans les deux cas, qui sont traités ici de façon forcément caricaturale, les ménages sont embarqués comme des variables d'ajustement (Zélem & Beslay), avec plus ou moins d'intensité, et à des horizons temporels différents. D'un côté, on vise la neutralité carbone par une entreprise de normalisation environnementale des pratiques. On demande aux ménages de davantage s'impliquer sur le moyen terme en inscrivant leurs nouvelles pratiques économes en énergie dans un projet d'attention énergétique (Subrémon, 2009), largement soutenue par le développement de technologies de plus en plus efficaces (Zélem, 2014). De l'autre, on semble découvrir les conséquences des situations de dépendance énergétique. On oublie carrément la problématique du changement climatique et on attend des ménages qu'ils participent à la gestion de la crise, le temps de la crise, en diminuant temporairement leurs demandes en énergie.

Ainsi, dans une transition énergétique toujours pensée au prisme de l'économique et du technologique, il devient opportun de démêler les contraintes rencontrées au concret par les consommateurs face aux « chineuses » dominants (Bihouix, 2017). Cette note vise donc à replacer les ménages au cœur des processus transitionnels pour insister sur la dimension anthropologique et politique des économies d'énergie, et pointer du doigt quelques opportunités pour gouverner malgré tout les pratiques et comportements (Dubuisson-Quellier, 2016) vers une culture plus durable des économies d'énergie.

disposition par la société de consommation. Ils sont également tributaires des grandes décisions qui dessinent le paysage énergétique. Surtout, leur « responsabilité » en matière d'énergie est largement partagée avec le monde des entreprises dans tous les secteurs économiques et à toutes les échelles. Voyons cependant quelle est au juste leur place dans ce projet de transition énergétique et tentons de décrire les éléments qui interfèrent et freinent

leurs velléités de changement (Zélem, 2010).

Une réflexion rarement centrée sur les besoins ?

Dans l'absolu, si on se place du côté de la notion de « besoin », économiser l'énergie revient à n'utiliser l'énergie que lorsque c'est utile. Cela suppose de hiérarchiser quelque peu ces besoins : Se loger, s'alimenter (cuisiner), se chauffer, se laver, se déplacer, utiliser le numérique ? Ou bien se loger, se déplacer pour « gagner sa vie » et trouver de quoi se nourrir, utiliser le numérique, s'habiller, puis se chauffer et se laver ? D'autres configurations étant possibles... Cela dépend de la composition du ménage, de sa santé, de son lieu de domicile, de sa distance au travail, à l'école et aux commerces, du niveau d'isolation du logement, mais aussi de la place d'internet et des réseaux sociaux, etc. A priori, et dans tous les cas, économiser l'énergie relève du bon sens et d'une rationalité qui est propre à chacun. À coût constant, cette moindre consommation peut se transformer alors mécaniquement en économies financières, ce qui est supposé constituer la motivation des démarches de changement des usages de l'énergie. Du point de vue de la logique économique, cela se traduit par « une réduction de la demande ». Dans les contextes transitionnels, il s'agit alors pour le ménage de réfléchir à ses besoins en énergie pour diminuer les points de consommation : « Ai-je vraiment besoin de me chauffer à 23 degrés ? Est-ce bien utile de laisser cette pièce inoccupée allumée ? Quel est l'intérêt de maintenir ces équipements en veille ? Ne peut-on se déplacer en bus ou en métro plutôt qu'en voiture sur ce trajet ? etc. ». Mais, il s'agit en même temps de viser une réduction du montant de ses factures. Du point de vue des pouvoirs publics, en postulant que les comportements des ménages sont influençables, on parle de Maîtriser la Demande d'Énergie (MDE), projet politico-économique qui, dans l'absolu, devrait faire consensus. Dans la réalité, les politiques de MDE visent une mise en conformité des pratiques sociales à un certain « ordre énergétique » moins énergivore (Jarrige, Vrignon, 2020). Agir sur les comportements des ménages constitue un levier régulièrement brandi (pas nécessairement actionné) pour temporiser dans des situations tendues en matière de disponibilité de l'énergie. L'enjeu pour les pouvoirs publics est de patienter en attendant de trouver des solutions technico-politiques. Or, les politiques de MDE reposent sur une hypothèse fautive qui est que tout le monde serait maître de ses consommations, ce qui est très loin de la réalité.

En effet, on oublie juste qu'avant d'être des consommateurs d'énergie, les ménages sont d'abord des

utilisateurs de technologies, et des habitants de logements, qui consomment de l'énergie. On oublie aussi qu'ils sont confrontés à une offre d'équipements pléthorique et souvent peu compatible avec le défi d'une transition énergétique. Cette offre structure de façon directe leurs intentions, elles-mêmes largement dépendantes des normes sociales (rouler en SUV, prendre l'avion, se vêtir légèrement en plein hiver, tenir à une alimentation carnée, etc.) et des normes techniques ou socio-techniques du moment (s'abonner à la 5G, installer la climatisation, renouveler son smartphone, acheter un vélo électrique, etc.). Or, ce sont bien les appareils que les ménages se procurent, les moyens de transport qu'ils utilisent, le confort auquel ils aspirent, la manière dont ils pensent et organisent leurs modes de vie, qui sont au cœur de la problématique et qui contribuent à complexifier les divers projets de réduire leur demande générale en énergie. De fait, apprendre à se passer de certains appareils, réduire le multiéquipement chez soi, basculer vers une alimentation plus végétarienne, se déplacer moins loin ou autrement, etc. cela représente une entreprise de longue haleine qui revient à se détacher de pratiques routinières relevant des habitudes et à se libérer de certaines dépendances électrodomestiques.

De maîtriser ses consommations à consommer plus sobrement

Dans les discours politiques, les expressions comme MDE ou économie d'énergie, sont de plus en plus remplacées par la notion de « sobriété ». Cette notion interroge tout à la fois le modèle économique, le mode d'organisation collective, les modes de vie et les fameux comportements. On peut ainsi décrire plusieurs types de sobriété : la sobriété d'usage (réduire l'usage de certains appareils, diminuer la durée ou la fréquence des activités les plus énergivores), la sobriété de substitution (remplacer un vieil appareil énergivore par un plus performant, ventiler une pièce plutôt que la climatiser, prendre un vélo, le bus ou le métro en lieu et place de la voiture), la sobriété dimensionnelle (ajuster l'envergure de son frigo à la taille du ménage, réduire l'espace chauffé en fonction de l'occupation) et la sobriété collaborative (mutualisation d'équipements, auto-partage, « vélib », etc.). Toutes permettent de faire des économies d'énergie (NégaWatt 2011, Zélem, 2013). Aux côtés de la sobriété qui s'adresse aux comportements individuels, il importe alors de considérer une autre catégorie de sobriété qui fonctionne à l'échelle des collectifs sociaux et qui est d'ordre structurel. Elle qualifie l'effet attendu des réglementations comme celle relative à l'interdiction des terrasses chauffées qui entre en vigueur dans le cadre de la loi Climat et Résilience (avril 2022), ou comme celle de l'obligation de rénover les passoires

thermiques¹ fixée par la Loi Energie Climat. Elle concerne les manières de concevoir l'aménagement du territoire et le rapport au travail de façon à agir sur les temps de trajet. Elle concerne aussi le principe de sobriété embarqué dans toute réflexion relative au choix des infrastructures de production de l'énergie et aux activités économiques au sens large (Toulouse, 2020).

Cependant, force est de constater que le terme de sobriété renvoie à l'imaginaire de la contrainte, de la frustration, voire à celui de la privation et de la perte d'un certain niveau de confort. Ces registres du renoncement n'ont rien de bien invitants et suscitent protestations et autres modes de résistance. Paradoxalement, c'est parce que leurs modes de vie sont totalement dépendants de l'énergie (mobilité, confort thermique, travail, loisirs...) que les ménages sont ciblés pour contribuer à la diminution de la demande énergétique. Dans la réalité, ils sont totalement dépossédés de leur capacité à contrôler leurs consommations (l'électricité circule de façon invisible, le coût de l'énergie est totalement opaque, le télétravail et les réseaux sociaux obligent à une connexion énergivore quasi permanente, les automatismes font à leur place, etc.).

Par ailleurs, la sobriété ne peut pas se réduire à une simple modération des usages de l'énergie au quotidien. Ce qui équivaudrait à croire et à faire croire que nos sociétés peuvent « encaisser » les crises énergétiques par le simple levier des écogestes, petits actes de « résistance ordinaire » (Dobré, 2003). En effet, ces changements de pratiques s'opèrent dans un contexte de développement technologique qui, s'il met sur le marché des appareils plus économiques, autorise aussi à s'en équiper davantage ce qui présente le risque de voir les consommations augmentées (du fait de l'effet rebond²). Dans une approche globale, l'enjeu de la sobriété devrait alors viser le fonctionnement général de la société de consommation : l'organisation du marché en amont, la constitution de l'offre et les signaux adressés aux consommateurs (aller plus loin, aller plus vite, être

toujours à la mode, renouveler régulièrement ses équipements (vs) réfléchir à ses besoins, moins consommer, ne pas gaspiller).

Sobriété choisie versus sobriété contrainte

La notion de sobriété est particulièrement inéquitable socialement : si elle s'adresse à l'ensemble du corps social, elle touche les catégories sociales de façon totalement inégalitaire. Les ménages les plus pauvres et ceux qui sont en situation de précarité énergétique vivent déjà dans des formes de sobriété parfois extrêmes. Brandir la nécessité de réduire davantage encore leurs dépenses d'énergie relève de l'indécence car, dans la majorité des cas, il leur est impossible de compresser davantage ces postes de consommation. (Ils vivent dans des passoires thermiques impossibles à chauffer, ils sont obligés de recourir à des automobiles souvent énergivores pour se rendre à leur travail, s'ils mutualisent certains équipements ce n'est pas par choix, etc.). (ONPE, 2022).

La contrainte énergétique n'est de fait pas la même pour les classes moyennes qui sont éligibles à la plupart des aides (primes, subventions, crédits d'impôt...) qui fonctionnent comme des coups de pouce pour les accompagner dans une logique d'isolation thermique de leur logement ou dans une démarche d'achat d'une voiture ou d'un vélo électriques.

Quant aux catégories sociales les plus aisées, elles sont davantage en mesure d'absorber les augmentations du coût de l'énergie sans avoir à modifier quoi que ce soit dans leurs manières de vivre et de consommer. Elles peuvent sans trop de difficulté accéder aux technologies les plus optimales pour gérer leurs consommations d'énergie. A leur propos, la notion d'économie d'énergie peut faire référence à une éthique ou à une posture vis-à-vis de l'environnement, ou simplement à une logique de distinction sociale.

Ce qui structure ou influence les comportements énergétiques

On le devine peu à peu, un comportement énergétique est un objet d'étude complexe. On ne peut guère distinguer la part de la technique de la part du comportement. Trop de variables ou de paramètres entrent en ligne de compte (face à une même technologie, un même logement, deux modes d'utilisation peuvent se traduire par des consommations qui peuvent aller du simple au double). Tout dépend des « compétences » de chacun vis-à-vis des

équipements (savoir réguler ou pas), mais aussi des attentes de chacun (distinguer des ambiances thermiques différentes selon les pièces, baisser la température moyenne de 22° à 18°, préférer une conduite sportive à une conduite écologique...). De fait est-on vraiment totalement autonomes au regard de la gestion de l'énergie chez nous ? Certainement pas. Tout dépend également du jeu de plusieurs paramètres relativement structurants : le contexte

socio-économique et politique, les dynamiques sociales, les dispositifs sociotechniques et les dispositions individuelles ou collectives.

Des comportements énergétiques très sensibles aux effets de contexte

Une crise économique ou politique, une urgence climatique, la hausse du coût de l'énergie constituent des moments propices pour inciter les consommateurs à « faire attention » à leurs consommations d'énergie. (La crise pétrolière des années soixante-dix avait suscité un émoi national assorti d'un slogan fortement mobilisateur : « On n'a pas de pétrole, mais on a des idées ! »). Cependant, force est de constater que le retour à une situation ordinaire ou « d'abondance » autorise bien souvent un abandon rapide des « bonnes pratiques ». Par ailleurs, la structure de l'offre (en moyens de transport, en appareils plus ou moins gourmands en énergie, en logements plus ou moins bien isolés), impacte fortement les intentions et les pratiques sociales. Par exemple, l'étiquette énergie, qui indique la performance des équipements et des logements, avait pour vocation d'interférer dans les processus de choix en orientant les consommateurs vers l'offre la moins énergivore. Cet instrument de politique de MDE était supposé apporter un élément d'information sur leur qualité énergétique. Mais les fabricants et les lieux de vente ont-ils tous joué le jeu ? Les client-es sont-ils tous en mesure de comprendre et de tenir compte des indications des étiquettes ? Et bien non, car d'autres critères (le prix, le design, la modernité), interfèrent dans les décisions d'achat ou de location (lorsqu'il s'agit d'un logement) (Zélem, 2010).

Si les instruments des politiques publiques sont amenés à jouer un rôle central (plus ou moins d'incitation, plus ou moins de sensibilisation, plus ou moins d'obligations), en conséquence, la qualité du contrôle du respect des réglementations et des normes techniques constitue un point crucial pour renforcer l'efficacité des interventions étatiques. Toutefois, la formation professionnelle et la montée en compétences des acteurs intermédiaires qui garantissent l'effectivité des principes de MDE sont bien souvent laissées dans l'ombre. L'obligation de résultats pour les professionnels ne semble guère être une exigence généralisée. La normalisation environnementale (réglementation thermique, étiquetage énergétique...) est souvent plus en avance que les savoir-faire qui devraient faciliter sa mise en oeuvre concrète.

Enfin, les normes sociales dominantes qui canonnent (ou pas) l'action d'économiser l'énergie à une démarche perçue comme régressive, et qui génèrent des représentations sociales négatives,

s'ajoutent à cet ensemble pour freiner (ou accélérer) la dynamique visant une amélioration « par l'amont » de l'efficacité énergétique des comportements.

Des comportements énergétiques peu prédictibles

La composition du « collectif occupant » et les contraintes associées (enfants /école, sans travail : rester chez soi, travail/déplacements, personnes âgées ou malades, bébés/ besoins en chauffage, etc.) sont très importants pour comprendre les attitudes vis-à-vis de l'énergie. Le positionnement social et le cycle de vie (jeunes, avec ou sans enfants, personnes âgées...) ainsi que les systèmes d'activités (loisirs, écoles, courses, travail) ont un impact indéniable sur les niveaux de consommation d'énergie. Il en va de même de la dimension immatérielle de ce poste de consommation et des modèles et représentations sociales du confort (consommériste ou plutôt frugal, respect ou pas de la norme technique du 19^e, importance des ambiances lumineuses, préférence des bains aux douches pour des raisons de bien-être, etc.). Les comportements d'économie d'énergie sont en fait peu prédictibles au regard de ces paramètres. La plupart du temps ils font l'objet de micro-conflits, de négociations, d'arbitrages et de compromis entre les occupants du logement. Il est alors bien difficile de les infléchir vers plus d'attention.

Des dispositifs sociotechniques pas toujours utilisables

Faire changer les usages de l'énergie peut s'envisager par la médiation des appareils dont s'environnent les ménages. Leur qualité énergétique (plus ou moins énergivores, plus ou moins vétustes, entretenus régulièrement ou pas), leur utilisabilité (simple ou complexe) et leur appropriabilité (compréhensible ou pas, programmable ou pas) peuvent soit stimuler, soit annihiler toute tentative de revoir à la baisse l'intensité d'usage des équipements. La présence d'outils de pilotage (programmeurs, régulateurs, compteurs et autres thermostats) n'en garantit pas du tout une meilleure utilisation. Dans de nombreuses situations, ils ajoutent de la complexité. Ils mettent les usagers à distance. Ces derniers perdent le contrôle. Ils ont l'impression d'être incompetents et peuvent développer le sentiment de ne plus rien maîtriser chez eux (Zélem, 2014). Ce constat est d'autant plus vrai pour les locataires qui ne peuvent pas toujours, voire pas du tout, gérer la température de leur logement.

Des ménages pas toujours disposés à coopérer

Les dispositions sociales résultent d'effets de socialisation (éducation aux écogestes, lutte contre les gaspillages par exemple) combinés au capital économique (le niveau de revenu), au capital social (l'inscription dans des réseaux sociaux plus ou moins élargis), au capital culturel (niveau de formation et/ou d'étude), mais aussi au capital technique (ce que l'on comprend du fonctionnement des appareils). On observe en effet une sorte d'illettrisme énergétique qui traverse les catégories sociales (peu de compétences au regard des programmations, pas de liens entre se laver et la production d'eau chaude sanitaire (montée en température de l'eau de la douche), pas de connaissance de la valeur et du coût d'un kWh, peu de lien entre l'utilisation d'un

équipement, sa consommation d'énergie et son coût financier). À ces différents éléments on peut ajouter le poids des valeurs (sympathie ou pas avec le projet de transition énergétique, mais aussi le rapport à la science et à la technique (croyances, confiance ou méfiance) et puis le confort social tout simplement (bonne situation ou pas, bon niveau de vie ou pas) qui peuvent constituer à la fois une contrainte, mais aussi une opportunité pour réduire son confort thermique et/ou son confort de vie. Enfin, la sobriété énergétique peut constituer un vrai engagement politique et se transformer en un véritable acte militant dans une logique de remise en cause de certains aspects de la modernité (comme le « progrès » matériel incessant).

Conclusion

Économiser l'énergie, comme gouverner les conduites énergétiques n'est donc pas une mince affaire. S'alimenter, se chauffer, faire du froid, se laver, laver son linge, faire la cuisine, laver la vaisselle, faire le ménage et surtout se déplacer, sont autant d'actes du quotidien qui ne sont finalement pas si anodins quand on les regarde sous l'angle de leur contribution à la problématique énergétique. Dans le même temps, réfléchir à ces actes qui caractérisent nos modes de vie ne va pas de soi. En particulier lorsqu'on n'a ni les clefs de compréhension des enjeux, ni les éléments d'appréciation sur la pertinences des futurs énergétiques envisageables, ni l'envie de perdre en mieux-être ou en confort, ni les moyens de faire mieux parce qu'économiser constitue déjà un problème quotidien.

C'est pourquoi, en situation de crise énergétique et climatique, face à l'augmentation des coûts de l'énergie, les ménages s'adaptent comme ils le peuvent. On constate alors bien une baisse de la demande en énergie. Mais, compte tenu du peu d'intérêt à développer des comportements sobres tant que le système économique n'est pas remis en question, la pérennisation de cette baisse n'est pas vraiment encouragée.

Aussi, les ménages ne peuvent pas être condamnés

à supporter seuls la contrainte de « consommer modérément ou raisonnablement l'énergie ». La question reste donc posée de réfléchir à de nouvelles normes de consommation pour faire émerger de nouvelles pratiques de sobriété énergétique. Cela suppose que la sobriété soit promue comme une valeur à toutes les échelles du social : il s'agirait alors de mieux consommer l'énergie à la fois directement dans ses pratiques quotidiennes, et moins la consommer à l'aide de technologies plus performantes.

Enfin, rappelons qu'inviter à économiser l'énergie ne signifie pas créer de l'inconfort généralisé. Cela revient à faire appel au simple bon sens : Le kilowattheure le plus économe et le plus décarboné est celui qu'on ne consomme pas. Qui peut avoir intérêt à chauffer des espaces inhabités, à laisser des appareils en veille ? Pourquoi chauffer un appartement à 23 degrés alors qu'il suffit d'un pull et de chaussettes pour vivre confortablement à 19-20 degrés ? Pourquoi chauffer des chambres qui, en moyenne, ne seront pas occupées plus de 10 heures sur 24 ? Quoi qu'il en soit, ce glissement nécessaire vers des pratiques sociales moins énergivores suppose aussi de revisiter le modèle économique dans son ensemble, ce qui constitue le premier vrai levier de la transition énergétique.

Notes

- 1 Selon la loi Energie Climat, les logements classés « F » et « G » sur l'étiquette Energie (DPE), c'est à dire ceux dont la consommation en énergie primaire est supérieure à 330 kWh par mètre carré par an, doivent avoir fait l'objet d'une rénovation énergétique d'ici 2025.
- 2 L'effet rebond désigne cet effet pervers qui résulte du fait que les gains produits par l'effort d'efficacité énergétique d'un côté se trouvent annulés par l'achat d'un nouveau bien

de consommation de l'autre. À titre d'exemple, les gains en performance des lampes basse consommation ont été assortis d'une sur-utilisation de ces lampes du seul fait qu'elles consommaient moins. L'installation d'un chauffage central dans une maison individuelle jusque-là chauffée pièce par pièce peut conduire à une augmentation des factures d'énergie : on tend à chauffer toutes les pièces dont la température est supposée régulée par un programmeur.

Éléments de bibliographie

ADEME, 2019, *Panorama sur la notion de sobriété: définitions, mise en œuvre, enjeux*. Note de synthèse.

ADEME, 2020, *Sensibilité à l'environnement, relance verte et consentement à l'impôt: les Français sur une lancée écologique*. Note de synthèse CREDOC

<https://infos.ademe.fr/lettre-strategie-juin-2021/la-sobriete-une-aspiration-croissante-pas-encore-un-projet-de-societe/>

ADEME, 2021, *Les représentations sociales du changement climatique*. Baromètre ADEME.

Bihoux, P, 2017, «*Le mythe de la technologie salvatrice*». Esprit, n°443. <https://sniadecki.wordpress.com/2020/09/15/bihoux-mythe-technologie/>

Dobré, M, 2003, *L'écologie au quotidien, Éléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire*. Paris, L'Harmattan.

Dubuisson-Quellier, S, 2016, *Gouverner les conduites*. Paris, Presses de Sc Po.

Ellul, J, 1977, *Le système technicien*. Paris, Calmann-Lévy.

Gras, A, Poirot-Delpech, S, 1993, *Grandeur et dépendance*. Paris, PUF.

Guillard, V, (coord), 2019, *Du gaspillage à la sobriété*. Paris, De Boeck.

Jarrige, F, 2014. *Technocritiques. Du refus des machines à la contestation des technosciences*. Paris, La Découverte.

Jarrige, F, Vrignon, A, 2020, *Face à la puissance. Une histoire des énergies alternatives à l'âge industriel*. Paris, La Découverte.

Lascombes, P, Legales P, 2004, *Gouverner par les instruments*. Paris, Presses de Sc Po.

<https://negawatt.org>

<https://onpe.org> (Site de l'Observatoire National de la Précarité Énergétique).

Rochefort, J, 2007, *Le bon consommateur et le mauvais citoyen*. Paris, O. Jacob.

Scardigli, V, 1983, *La consommation, culture du quotidien*. Paris, PUF.

Semal, L, Villalba, B, (coords), 2018, *Sobriété énergétique. Contraintes matérielles, équité sociale et perspectives institutionnelles*. Paris, Quae.

Subrémon, H, 2009, *Habiter avec l'énergie. Pour une anthropologie sensible de la consommation d'énergie*. Thèse de doctorat de sociologie, Université Paris 10 Nanterre.

Toulouse, E, 2020, «*La sobriété énergétique, une notion disruptive de plus en plus étudiée*», Revue de l'énergie, n° 649, pp. 21-32.

Zélem, MC, 2010, *Politiques de maîtrise de la demande d'énergie et résistances au changement. Une approche socio-anthropologique*. Paris, L'Harmattan.

Zélem MC, 2013, *Enjeux et réalités de la sobriété*, Note 1. Contribution au DNTE, <http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/document.html?id=Temis-0078782>

Zélem MC, 2014, «*Smart-meters et sobriété des usages domestiques*», Revue de l'Énergie, n° 620, pp. 322-329.